AUTOROUTE EST-OUEST

Le dossier Cojaal n'est pas clos

Le calvaire des usagers du tronçon routier reliant Constantine à Skikda et Annaba n'est pas prêt d'être levé. Et pour cause, les travaux du contournement du tunnel de Djebel El Ouahch marquent le pas en dépit des insistances et avertissements du premier responsable du secteur des travaux publics qui avait sommé, il y a quelques mois déjà, les entreprises en charge du projet de renforcer les chantiers et démultiplier la cadence des travaux.

Abdelkader Kadi, qui était hier en visite de travail et d'inspection à Constantine, a vu rouge en constatant le faible taux d'avancement des travaux, quatre mois après sa dernière visite au chantier. Le groupement de quatre entreprises nationales qui avait hérité du projet avait pourtant pris l'engagement d'honorer son contrat par la livraison dans les délais impartis du tronçon long de 13 kilomètres pour un montant de 7 milliards de dinars.

Menaçant, le ministre des Travaux publics a intimé aux responsables des quatre entreprises l'ordre de tenir en urgence une réunion de travail dès aujourd'hui au siège de son ministère à l'effet de dégager les solutions appropriées pour pallier le retard évalué à 45 jours. Le faux-fuyant des intempéries évoqué par ces derniers n'a pas convaincu le ministre qui a menacé de retirer le projet à ces entreprises si la perspective de la livraison du projet avant l'été 2015 venait à être remise en cause.

Partant, la réunion prévue aujourd'hui au siège du ministère des Travaux publics sera décisive puisqu'il sera aussi question de l'aptitude des entreprises locales à relever le défi, elles qui semblaient ne revendiquer que le privilège de la confiance des pouvoirs publics.

S'agissant du tunnel de Djebel El Ouahch qui avait subi au début de l'année dernière un grave préjudice après un gigantesque éboulement, peu d'indices ont filtré sur l'expertise ordonnée par la tutelle au lendemain de l'incident alors que le dossier du consortium japonais Cojaal n'est vraisemblablement pas définitivement clos. En effet, Abdelkader Kadi a fait part de la médiation de l'ambassadeur nippon qui aurait sollicité des autorités algériennes une reconsidération des éléments du «conflit» qui les oppose à ce constructeur, en accordant un délai supplémentaire aux concertations, ce qui pourrait emmener Cojaal à reprendre de nouveau les travaux dans le tunnel, objet de toutes les controverses.

Photo : Samir Sid

La livraison du projet doit avoir lieu pour cet été.

Une demande que la partie algérienne aurait acceptée et est en instance de nouvelles propositions de la part des Japonais.

L'autre retard constaté par le ministre concerne la finalisation des accès du viaduc transrhumel dont la livraison est renvoyée au mois de juin prochain alors qu'elle était prévue au début de cette année.

Concernant le tragique éboulement survenu mardi à Aokas dans la wilaya de Béjaïa, le ministre des Travaux publics a fait part de dispositions de sécurisation des routes situées en contrebas du flanc de montagne qui seront mises en œuvre incessamment par son département puisque des études y afférentes auraient été déjà faites.

K. G.

GAZ DE SCHISTE

Don de Dieu, souveraineté nationale, contrats en catimini

Attendu par les citoyens de In Salah et d'autres contrées sur le gaz de schiste qui mobilise et immobilise toute une région du territoire qui n'en veut pas, Bouteflika a eu cette seule réponse : «un don de Dieu qu'il faut fructifier», point barre, profitant de l'occasion pour magnifier le bilan, usurpant même celui de ses prédécesseurs. Le pouvoir en place pouvait-il faire mieux, mais surtout, avait-il le pouvoir de se désengager auprès de ceux qui ont pris en charge cette nouvelle manne gazière ?

«Un don de Dieu», dit Bouteflika ou celui ou ceux qui ont rédigé le message du Président, à ceux qui demandent l'arrêt du gaz de schiste et tous ceux, et il y en a eu quoi que l'on dise et sur tout le territoire mardi à l'appel de l'opposition, qui se sont solidarisés avec les citoyens du Sud. Quoi de plus simple pour le pouvoir en place, que de faire appel au sentiment religieux, suggérant ainsi que l'on ne peut rejeter cette manne venue des cieux, faisant ainsi un appel du pied aux islamistes de l'opposition qui ont tenté de renouer le contact avec le pouvoir.

La persistance dans la poursuite de l'exploration (et même l'exploitation) du gaz de schiste est à tout le moins étrange, d'autant qu'elle se poursuit, alors que les citoyens ne cessent de crier haut et fort, à raison ou à tort, qu'ils n'en veulent pas. De toutes les lectures qui peuvent être données à cette persistance, une seule nous paraît plausible : le pouvoir est trop engagé, il ne peut faire marche arrière.

Engagé, il l'est certainement si l'on se réfère non pas aux déclarations de nos gouvernants qui continuent à faire leurs affaires en catimini sans rendre compte à quiconque, agissant comme si le pays et son sous-sol leur appartenaient, mais à la simple lecture des déclarations des possibles contractants et notamment des autorités françaises qui ne s'en sont pas cachés (voir à cet effet la déclaration de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères français en décembre 2012, reprise par la presse française et évoquant «un futur accord permettant à la France d'expérimenter, sur le territoire algérien, une alternative à la fracturation hydraulique».

Depuis, en dehors de ceux qui ont accordé les accords de prospection et d'exploitation (en contrepartie d'accord d'aide au maintien de Bouteflika au pouvoir ?) le citoyen algérien ne sait pas aujourd'hui où on en est dans l'exploitation du gaz de schiste ni qui en a pris la charge, sachant que technologiquement parlant et contrairement à ce que l'on veut faire croire, la technologie dans ce domaine énergétique est encore loin d'être maîtrisée ni techniquement ni économiquement par les experts étrangers et encore moins algériens.

Quant à la question où on en est, les mensonges s'accumulent et ont tendance à prendre les citoyens pour des crédules : selon qu'on a affaire au Président, au Premier ministre, au ministre de l'Energie ou au P-dg par intérim de Sonatrach, l'on est parfois dans l'exploration et d'autres dans l'exploitation et les mêmes évoquent parfois les deux étapes. Face à tous ces mensonges et face à ce mépris jamais égalé des citoyens, ceux dont on occupe l'espace sans aucune transparence, disent nous ne voulons plus de votre gaz de schiste. Même ceux initialement convaincus qu'il s'agit d'une énergie qu'il faudra à terme prendre en compte, disent aujourd'hui non, parce qu'ils voient dans son exploitation par le pouvoir actuel, non comme une source qui devra être prise en compte et intégrée à un modèle de consommation énergétique clairement défini, mais comme une manne, qui va, comme pour toutes autres formes d'énergie, profiter aux intérêts de ceux qui veulent se maintenir encore au pouvoir et ceux — étrangers — qui les y aident, trouvant en cela des intérêts convergents.

La déclaration dans ces conditions dans le message du Président «du processus d'affirmation de la souveraineté nationale» est plus qu'un leurre et ne peut résister aux pratiques devenues mœurs ancrées dans la gouvernance actuelle.

La démonstration importante, même si elle n'a pas été massive, de mardi dernier par l'opposition de son refus du gaz de schiste, en solidarité avec la population du Sud, et qui a amené des milliers d'Algériens à sortir, malgré la mobilisation colossale de policiers et malgré le traitement violent observé, et le refus de prise en compte de l'opinion exprimée, a très opportunément constitué une preuve que la souveraineté nationale n'est plus qu'un slogan qui ne peut plus faire illusion.

Le pouvoir a beau parler de manne céleste, il ne pourra amener à lui les opposants islamistes (Nahdha, Hamas…) qui battaient le pavé mardi avec l'opposition, plus parce que ce n'était là pour eux qu'une étape dans la longue marche pour arriver au pouvoir. L'opposition républicaine et démocrate, sait, sans aucun doute (beaucoup l'espèrent en tout cas), que cette alliance et ce regroupement hétéroclite ne peut éternellement durer et ne peut surtout pas durer lorsqu'il faudra se battre sur le projet de société que tous les démocrates algériens attendent.

Khedidja Baba-Ahmed

CRISE DANS LE SECTEUR DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Le Snapap et l'UGTA affûtent leurs armes

La situation est au bord de l'explosion dans le secteur de la solidarité nationale. Après l'UGTA, c'est au tour de la Fédération des travailleurs de la solidarité nationale affiliée au Snapap de monter au créneau et annoncer un bras de fer avec la tutelle.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors d'une conférence de presse organisée au siège du syndicat à Bab Ezzouar, le secrétaire national chargé de l'information du Snapap a déclaré que «si le ministère de tutelle ne prend pas en charge nos revendications, le syndicat entreprendra une grève nationale en solidarité avec les personnels du secteur de la solidarité nationale». Mais en attendant de passer à l'action, les responsables syndicaux de la fédération du Snapap convoqueront dans les prochains jours une réunion du conseil national pour «valider la décision de grève générale».

Lors de la conférence de presse animée hier, les responsables du Snapap ont dénoncé «l'attitude observée par la tutelle à l'égard des représentants des travailleurs», qualifiant cette démarche «d'irresponsable». «Le département de la solidarité nationale a fermé toutes les portes du dialogue. Cette attitude est synonyme de déclaration de guerre. Nous allons prendre nos responsabilités, et ceux du ministère doivent aussi assumer les leurs.»

Le Snapap a rejeté catégoriquement la déclaration faite par la tutelle qui a affirmé que «les revendications des personnels du secteur ont été prises en charge à 98%».

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a affirmé récemment qu'«aucune pression n'a été exercée sur ses partenaires sociaux», soulignant qu'il œuvre sans relâche à satisfaire leurs revendications, conformément aux textes de loi régissant le secteur. Cette affirmation vient en réponse aux accusations du Snapap qui a fait part dans un communiqué de son intention d'organiser un sit-in le 7 janvier dernier devant le ministère de tutelle pour non-satisfaction de ses revendications et pour tentative d'exclusion et de marginalisation de cette organisation.

Du côté de l'UGTA, on considère aussi que la tutelle n'a pas respecté ses engagements et «face à cette situation de non-suite à nos revendications, nous comptons engager un bras de fer pour faire valoir nos droits». A ce propos, on exclut dans les milieux que les deux syndicats, activant au sein de l'administration centrale du département de la solidarité, agissent en «accord commun pour maintenir la pression sur la tutelle».

Du côté de l'administration, l'inspecteur général de la tutelle a affirmé que des acquis ont été obtenus depuis l'arrivée de M^me^ Meslem à la tête du ministère de la Solidarité nationale. Le ministère, a-t-il dit, «a réussi à instaurer une commission de dialogue avec les partenaires sociaux (Snapap, UGTA), en organisant des réunions périodiques. Le conférencier a, dans ce contexte, indiqué que sur 4 400 travailleurs, nous avons réussi à régulariser 2 115, soit 50% d'entre eux».

En ce qui concerne la révision de la classification des chefs d'établissement, la même source a fait savoir que «nous avons obtenu un accord qui permet à ces travailleurs de passer du grade C à B3». «Ces derniers bénéficieront donc d'une promotion et d'une augmentation salariale», a-t-il encore expliqué. Pour ce qui est de la classification des chefs de service, le conférencier dira que 2 000 agents vont bénéficier d'une promotion. S'agissant des agents en poste d'extinction, il a affirmé que ces derniers bénéficieront d'une promotion.

«Nous n'avons aucun problème avec les deux partenaires sociaux, et nous n'avons incité personne à démissionner».

A. B.